

La voix de l'opposition de gauche

Le 14 septembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

Première partie.

Le vieux monde qu'il nous faut renverser. (A propos de l'image à l'écran plus haut à gauche.)

Syti.net - En bas, la population ordinaire, les esclaves de la dette dont le cycle de vie se réduit à la naissance, l'école, le travail, les impôts, les dettes, et la retraite.

Au dessus, les organisations qui assurent le contrôle du cheptel: les 3 branches de la "religion du Livre" (judaïsme, christianisme, islam) qui enseignent que l'obéissance aux règles est récompensée par le paradis, les gouvernements et leurs systèmes coercitifs (services secrets, armée, police, justice, prisons), l'éducation, et les médias qui assurent la diffusion des messages de l'élite vers les masses. (Ajoutons les réseaux numériques tels Facebook, Twitter, etc. - LVOG)

Encore au-dessus, le contrôle des ressources mondiales. C'est le niveau où opèrent les multinationales de l'industrie et des services.

Le niveau supérieur est le contrôle financier mondial par le biais des banques, des banques centrales, des taux d'intérêts et du système d'impôts et de taxes. (Précisons, la planche à billets. Ajoutons la Bourse. - LVOG)

Les niveaux suivants sont cachés au commun des mortels, les médias n'en parlent jamais. Ce sont les "clubs de réflexion" (ou "think tanks"), les réseaux d'influence, les institutions transnationales qui constituent le "gouvernement mondial".

On pourrait placer encore au-dessus un niveau oublié par ce diagramme: les sociétés secrètes (Skull and Bones, Bohemian Groove, Franc-Maçonnerie, Prieuré de Sion, Ordre de Malte...)

Enfin, au sommet se trouve l'élite de l'élite dont l'appartenance est héréditaire, les membres sont issus de dynasties capitalistes ou de lignées royales. syti.net

Ce que soutiennent les ONG et le mouvement ouvrier : La traite d'êtres humains, le trafic d'esclaves.

L'alliance ou le consensus des ONG et du mouvement ouvrier sur cette question et bien d'autres à l'initiative de l'oligarchie il ne faut jamais oublier de préciser, ne devrait plus étonner personne, elle fournit au passage une indication précise sur l'état de putréfaction avancé du mouvement ouvrier, et permet de comprendre pourquoi les travailleurs s'en détournent, parfois au profit de l'extrême droite.

En atteignant un tel degré d'opportunisme, le mouvement ouvrier et ce qui ose encore se prétendre son avant-garde ont franchi la limite qualitative au-delà de laquelle ils ont changé de nature, après avoir adopté la stratégie de la pire réaction dont l'objectif est d'interdire, de briser ou de disloquer l'unité des masses.

Quand un travailleur vous expose les difficultés auxquelles il fait face, il y a au moins cinq manières de lui répondre : 1- on s'en fout ; 2- il en est responsable ; 3- personne n'en est responsable ; 4- c'est l'Etat qui en est responsable 5- c'est une catégorie de la population qui en est responsable. Selon l'attitude qu'on adoptera, 1- il aura l'impression d'être abandonné à son triste sort ; 2- il culpabilisera ; 3- il maudira la fatalité ; 4- il s'en prendra au régime, 5- il trouvera un bouc émissaire sur lequel déverser sa haine.

En réalité, il n'existe pas ou rarement de réponse unique ou aussi tranchée, généralement c'est une combinaison qui correspond le mieux à sa situation, hormis les attitudes 1 et 5 qui sont évidemment à bannir.

Tout le monde porte une part de responsabilité dans ce qui lui arrive au cours de l'existence, pas forcément directement mais indirectement.

Si on n'est responsable ni des problèmes que nous rencontrons ni de leurs causes, en revanche nous sommes responsables de la manière dont nous les abordons ou de la réponse que nous leur apportons, autrement dit de ses conséquences, tout du moins en partie ou à notre niveau selon la place qu'on occupe dans la société, au sein des rapports sociaux de production.

Dans le cas contraire on devrait admettre ou en déduire que nous serions impuissants à agir sur le cours des choses ou à changer la société, ce à quoi nous ne pouvons pas nous résoudre ou ce qui ne correspond pas à la réalité.

Donc finalement notre comportement ou notre réponse consistera à reconnaître à l'Etat et ses représentants, au système économique et ses institutions politiques la responsabilité de ce que subissent les travailleurs à titre individuel ou collectif, tout en leur précisant que de leur prise de conscience ou non de cette responsabilité, de leur décision d'agir ou non en conséquence dépendra en dernière analyse leur avenir, leur sort, car personne ne peut se substituer à eux, personne ne peut agir à leur place afin que leurs besoins ou aspirations soient pris en compte ou satisfaits.

Et il faut qu'il sache que c'est la seule attitude satisfaisante, responsable, digne et inattaquable possible à avoir dans leur intérêt, pour vivre en harmonie avec tous les membres de leur classe, toutes générations confondues, sans aucune distinction ou discrimination particulière, de manière à demeurer uni avec l'ensemble des exploités et des opprimés, brisant toutes les frontières, tous les préjugés archaïques, xénophobe, raciste, homophobe, sexiste, etc. que les classes dominantes et les églises ont cultivé et inculqué aux peuples pendant des siècles, l'art de la haine au nom de l'amour, de la culpabilité au nom de leur ignorance, de la soumission au nom de leur infériorité, de la résignation au nom de la fatalité, de la servitude au nom de leur impuissance face aux puissants qui gouvernent.

Peut-être que cette argumentation sera encore insuffisante à certains qui tiennent à avoir toujours raison même lorsque les faits prouvent le contraire, aussi nous aborderons notre sujet sous un angle légèrement différent.

La division du travail mondialisée conduit à accroître la concurrence entre travailleurs à l'échelle mondiale mais pas dans n'importe quelle condition, au détriment de ceux qui disposent de conditions de travail et de rémunération les meilleures, produit de leur lutte de classe ou acquis sociaux arrachés par les générations antérieures au capitalisme. Pour parvenir à cet objectif, exploiter toujours plus la main d'oeuvre humaine, qu'elle soit manuelle ou intellectuelle, les capitalistes ont commencé par exploiter aux quatre coins du monde la main d'oeuvre qui extrayait les matières premières pour approvisionner leurs usines situées en occident au moindre coût, ce qui leur permet de fournir du travail à leur propre prolétariat et de leur distribuer une partie des énormes profits qu'ils avaient réalisés dans leurs colonies, leurs ouvriers traitaient donc des

matières premières qu'ils transformaient en produit finis et commercialisables en dégageant à leur tour des masses colossales de plus-value que les capitalistes allaient accumuler... Ces produits finis étaient destinés à la fois à alimenter le marché intérieur de leur propre pays, et à être exportés de manière à conquérir des parts du marché mondial.

Puis ils exportèrent une partie de ces capitaux pour produire les mêmes marchandises à moindre frais, qu'ils expédièrent ensuite en occident, de telle sorte que les marchandises produites en occident ne pouvaient pas rivaliser avec les coût de production qui avaient cours dans les autres continents, ce qui devait entraîner la fermeture d'un grand nombre d'usines en occident, pour finalement sans attendre décider de les fermer et de les délocaliser, ce qui devait se traduire par une nouvelle accumulation de capitaux dans des proportions gigantesques entre les mains des capitalistes.

Sur le plan social, ce processus allait avoir des conséquences énormes et dramatiques pour les travailleurs occidentaux avec le développement d'un chômage de masse notamment. Les puissances occidentales et leurs multinationales toujours en quête de matières premières à moindre coût allaient continuer de piller les richesses de tous les autres continents, mais elles ne pouvaient pas délocaliser toutes les usines employées à la réalisation de produits finis, il fallait bien qu'elles continuent de fournir du travail à leurs propres ouvriers pour écouler leurs marchandises et pour qu'ils ne crèvent pas de faim et se révoltent, et c'est à contre coeur elles devaient accepter ce compromis qui leur était imposé à condition toutefois de réduire la part de la plus-value produite qui leur échappait ou qui était distribuée généreusement à leurs travailleurs, ce qui devait se traduire par la dégradation continue de leur condition de travail et l'augmentation du taux d'exploitation, l'allongement de la durée du travail et la remise en cause de tous leurs acquis sociaux, l'individualisation du contrat de travail, de leurs droits, la marchandisation et la privatisation des services publics.

Il ne devait plus rester pour ainsi dire que des petites et moyennes entreprises, des sous-traitants des multinationales, dont l'activité était impossible à délocaliser ou dont la production était destinée au marché local, bien qu'en proie à la concurrence effrénée du marché mondial, ce qui devait les conduire à surexploiter leur main d'oeuvre.

Parallèlement le secteur des services allaient se développer rapidement au fur et à mesure que les services publics allaient disparaître, ou au détour de nouveaux besoins que les capitalistes allaient inventer pour accroître leurs moyens de contrôle sur l'ensemble de la société ou mieux l'enchaîner au capitalisme, dans la mesure où il allait avoir le monopole de ces services dont plus personne ne pourrait se passer par la suite, de sorte que l'idée même de remettre en cause le capitalisme ou le modèle de société en vigueur reviendrait à ne plus pouvoir satisfaire les besoins correspondant à ces services, ce qui ne viendrait à l'esprit de personne.

L'ensemble de ces facteurs allaient largement contribuer à ôter de la tête des travailleurs qu'il faudrait ou qu'il serait possible en s'unissant de changer de société, de procéder à un changement de régime, leur mode de vie n'ayant cessé d'être plus dépendant de l'existence du capitalisme au fil du temps...

Aujourd'hui la division du travail à l'échelle mondiale connaît un nouveau développement, pas uniquement dans les pays économiquement sous-développés, elle est importée en Europe par le biais de marchands d'esclaves qui prennent le relais des marchands d'armes ou des faiseurs de guerre, de passeurs et d'ONG soutenus par la pseudo-gauche et extrême gauche, processus initié par l'OTAN en collaboration avec l'UE, pour briser dans les pays de l'UE la résistance des travailleurs à la liquidation de leurs droits sociaux exigée par l'oligarchie, au moyen de cette concurrence à laquelle on leur demande de s'associer sous peine d'être traités de xénophobes ou de racistes. Du coup, c'est la droite et l'extrême droite, les populistes qui apparaissent aux yeux d'un grand nombre de travailleurs comme les meilleurs défenseurs de leurs intérêts.

Cette provocation devait être un facteur supplémentaire de division, de dislocation de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier en mettant en lumière leur profonde dégénérescence ou corruption en ajoutant un peu plus de confusion à la situation actuelle au profit du gouvernement, du patronat.

Faites tomber les masques. Mélenchon n'a jamais eu l'intention "d'aller à l'encontre des politiques ultralibérales".

- Immigration : Mélenchon prend ses distances avec son porte-parole - liberation.fr 13 septembre 2018

Dans les colonnes de l'Obs, Djordje Kuzmanovic fait plus que la défendre. Il la paraphrase : «Sur la question migratoire, en particulier, la bonne conscience de gauche empêche de réfléchir concrètement à la façon de ralentir, voire d'assécher les flux migratoires, qui risquent de s'accroître encore du fait des catastrophes climatiques. Plutôt que de répéter, naïvement, qu'il faut accueillir tout le monde, il s'agit d'aller à l'encontre des politiques ultralibérales, ce que la social-démocratie a renoncé à faire.»

Après la diffusion de l'interview, la polémique s'est invitée sur les réseaux sociaux. Des militants insoumis, des communistes, des socialistes... Les mots de Djordje Kuzmanovic, candidat de LFI dans le Nord lors de la dernière législative, ont fait couler de l'encre. Jean-Luc Mélenchon a également reçu quelques messages d'élus insoumis «inquiets». Et le tribun a frappé. Il a contacté l'Obs afin de faire ajouter en bas de l'interview : «Le point de vue qu'il exprime sur l'immigration est strictement personnel. Il engage des polémiques qui ne sont pas les miennes.»

Dans les colonnes du Monde, le porte-parole se dit surpris : «A l'exception de la première question sur la hiérarchisation des luttes, ce que je dis sur l'immigration a été la ligne de Jean-Luc Mélenchon.» Peut-être. Ou pas. Mais le chef des insoumis a décidé d'éteindre la polémique, de laisser seul Kuzmanovic face à ses mots. Contacté par Libé, un élu nous explique que Mélenchon a bien réagi : «C'est un soulagement pour beaucoup, à quelques mois des européennes, alors que La France insoumise tente de rassembler autour de son projet, ce n'était pas le moment de se perdre avec une polémique qui ne concerne qu'une seule personne.» Reste une question : combien de personnes au sein de LFI partagent la ligne de Kuzmanovic ? liberation.fr 13 septembre 2018

La parole est aux esclavagistes.

- France : l'appel à l'embauche de demandeurs d'asile - euronews 13 septembre 2018

Pour Alain Fontaine, propriétaire du restaurant "Le Mesturet" à Paris, c'est une vraie nécessité :

" Certains chefs d'entreprises, d'établissements hôteliers ou de restauration, sont soit obligés de fermer certains services, soit obligés de fermer certaines chambres dans leurs hôtels, parce qu'ils n'ont pas le monde pour gérer un service ou des chambres. Par conséquent, c'est frustrant au quotidien et c'est frustrant au niveau économique puisque vous avez là une main d'œuvre, vous avez un potentiel, vous avez des gens qui veulent travailler et de l'autre côté, vous ne pouvez pas, et donc on est puni deux fois. " euronews 13 septembre 2018

Totalitarisme et esclavagisme. Un mécanisme bien huilé qui favorise le tandem d'extrême droite LREM-RN.

- Européennes 2019: sondage inquiétant pour LREM, alarmant pour Les Républicains et désastreux pour le PS - Le HuffPost 14 septembre 2018

L'échéance approche et les signaux ne sont pas forcément positifs pour plusieurs formations politiques. La République en marche (LREM), avec 21,5% des intentions de vote, devancerait d'une courte tête le Rassemblement national (21%) lors des élections européennes de mai 2019, selon un sondage Odoxa pour Le Figaro et franceinfo publié ce jeudi 13 septembre.

A huit mois de l'élection, qui sera le premier scrutin intermédiaire du quinquennat en France, LREM et le RN devancent Les Républicains (14%), La France insoumise (12,5%).

Suivent Debout la France de Nicolas Dupont-Aignan (6%), Europe Ecologie-Les Verts (5%) devant le PS (4,5%), le parti Générations de Benoît Hamon (4%) et les centristes de l'UDI (3%).

Le Parti communiste et Les Patriotes de Florian Philippot recueillent 1,5% des intentions de vote, devant le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), l'Union populaire républicaine de François Asselineau et la liste de l'ex-candidat à la présidentielle, Jean Lassalle, tous trois à 1%.

Selon le sondage Odoxa-Dentsu Consulting, l'immigration arrive en seconde position dans les sujets qui détermineront le vote des Français. Juste après la question du pouvoir d'achat. Le HuffPost et lefigaro.fr 13 et 14 septembre 2018

Vous ne voudriez tout de même pas qu'on participe à cette opération crapuleuse, sordide. Et notez qu'encore une fois la pseudo-gauche et extrême gauche en sont.

Des boucs émissaires utiles à l'extrême droite et à l'extrême gauche.

- Quelques mots à propos de la catastrophe migratoire en Europe par Phil Butler (journal-neo.org)
- Mondialisation.ca 05 septembre 2018

Les Européens en ont ras le bol. La masse critique de réfugiés est atteinte. Avec l'afflux de millions de demandeurs d'asile et de migrants économiques, tout individu sensé aurait pu prédire ce qu'il allait arriver à la cohésion de l'Union européenne. Et aujourd'hui, les citoyens s'étonnent de voir cette catastrophe s'aggravant toujours, résulter de la confiance qu'ils avaient mise en leurs dirigeants. Il est temps que les Européens remettent en cause l'Union Européenne et repensent leur avenir.

Au début de la crise migratoire, Angela Merkel, la chancelière allemande, était à la tête du groupe de dirigeants européens qui ont imposé l'ultra-libéralisme aux citoyens de l'Union européenne. En 2014, quand le continent a commencé à être envahi de réfugiés, elle était la tête de proue de l'ordre mondial libéral. Aujourd'hui, la dirigeante la plus populaire d'Europe ressemble à l'agneau sacrificiel qu'offriront en sacrifice les mondialistes, pour assouvir leur soif destructrice. La folie d'importer d'Afrique et du Moyen-Orient des millions de réfugiés, finira par être entièrement attribuée à Merkel et à l'idéalisme allemand. Mais, sa folie n'est qu'une infime partie du plus grand drame mis en scène par ses collègues de Bruxelles. Les alliés bavarois de la CSU de Merkel, lui ont quand même donné jusqu'à la fin du sommet de l'UE pour alléger le fardeau de l'immigration en Allemagne. Si elle ne réduit pas l'impact de la prise en charge de 1,6 million de migrants depuis 2014, elle perdra certainement son job et sa réputation.

Ceux qui s'étonnent de la situation actuelle, se posent une question logique quant aux dirigeants de l'UE : « À quoi pensent-ils ? » Et c'est la question que tout le monde se pose aux quatre coins du globe. En Italie, Matteo Salvini, le ministre de l'Intérieur, a pris position. Les Italiens ne veulent pas d'un autre navire amenant des migrants africains depuis la Libye. À Malte, le gouvernement a entamé des poursuites judiciaires contre l'ONG allemande Mission Lifeline, responsable d'avoir amené 234 migrants de Libye vers ses côtes. Devant la traite d'êtres humains, le bateau est au centre des préoccupations croissantes de ceux qui affirment que les ONG allemandes ne font pas des 'missions de sauvetage', mais font plutôt de concert du trafic d'esclaves. Là où autrefois la

forme peu courante de libéralisme d'Angela Merkel impressionnait l'Allemand moyen, règne aujourd'hui une violente dissidence.

La crise politique de l'UE est illustrée par les déclarations du président français Emmanuel Macron, qui a déclaré que Mission Lifeline a outrepassé « toutes les règles et la garde côtière libyenne » et « a fait le jeu des trafiquants » en allant chercher les migrants au large de la Libye. De Varsovie et Budapest à Londres et Madrid, le désastre migratoire a pris une ampleur telle que les grands médias européens parlent de la colère des citoyens. Pendant ce temps, à New York et à Washington, la presse défend la doctrine Soros : détruire et conquérir par tous les moyens. Le New York Times est le meneur, il scande « Malte sévit contre un navire humanitaire transportant des migrants. » Cela contraste fortement avec la radio internationale Deutsche Welle, disant : « L'Allemagne et l'Autriche jurent de barrer la voie migratoire. » Pour ceux qui s'en souviennent, ces organes médiatiques avaient tous la même posture stoïque le jour le président russe Vladimir Poutine a demandé : « Vous rendez-vous seulement compte de ce que vous faites ? » Il est évident désormais que les mondialistes se sont servis des êtres humains désespérés comme d'une arme. Mais dans quel but ? Les Hongrois ont-ils raison de défier l'UE en créant un ensemble de projets de loi criminalisant l'aide apportée aux immigrés clandestins, lois aussi connues sous le nom de 'Stop Soros' ?

Voyez l'Espagne, l'Italie et la Grèce, les pays les plus touchés par la crise économique. Ces trois pays sont les principaux ports d'entrée des réfugiés des guerres, de la famine et des calamités économiques – et ce trio est le plus profondément enfoncé par l'Union Européenne. Quand Angela Merkel a ouvert la porte de l'Allemagne aux migrants, cela a été comme un poignard enfoncé dans le cœur des États membres de l'UE, déjà bouleversés par les exigences d'austérité économique de la Banque mondiale, du FMI et de la Commission européenne. Toute cette affaire semble sortie du manuel de l'apprenti destructeur. Si l'objectif de choc de civilisations à-la-Soros était atteint, l'effondrement des villes européennes serait une grande victoire pour les pauvres types qui élucubrent ce genre de calamités. Et les dirigeants occidentaux désignent du doigt la Russie et Poutine en le présentant comme un ennemi ignoble ! Ce qu'a fait Merkel à l'Allemagne et à l'Europe – ou sa courbette volontaire au nouvel ordre –, rivalise en stupidité macabre avec ce qu'a fait le Troisième Reich d'Hitler. La crise migratoire résulte d'une action impitoyable d'hégémonie retorde ou d'une politique des plus manifestement stupides de l'histoire. Tout ce que nous pouvons faire, c'est espérer que les esprits plus sains ou plus intelligents finiront par l'emporter.

Quel désastre.

LVOG - Non, il n'y a rien de "stupide" là-dedans, c'était planifié bien avant que l'OTAN attaque la Libye et liquide Kadhafi, tout le monde en connaissait les conséquences à venir.

C'est marrant comment ces intellectuels deviennent soudain amnésiques ou se livrent à des analyses partielles qui se terminent toutes par l'espoir qu'un miracle se produira, autrement dit un constat d'impuissance en guise de proposition politique on peut difficilement faire moins ou pire.

A qui devait profiter cette imposture ? Debout pour le climat "aux côtés de patrons de multinationales".

Voilà à quelle manipulation nous étions invités à participer, invitation que nous avons décliné évidemment, contrairement à tous ces dégénérés de gauche et d'extrême gauche en quête de bonne conscience.

Les mêmes qui soutiennent le trafic d'esclaves ou encore qui se rangent au côté des barbares qui ont déferlés sur la Libye, l'Irak, la Syrie, etc. bref, qui ont adopté la propagande et la stratégie de l'OTAN, du clan de l'oligarchie le plus extrémiste ou radical des partis démocrate ou républicain américain, qui participent à toutes leurs campagnes communautaristes populistes...

- L'accord de Paris en danger, sommet mondial à San Francisco - BFMTV12 septembre 2018

Maires, gouverneurs, élus et patrons du monde entier se retrouvent mercredi à San Francisco pour un sommet convoqué afin d'interpeller les dirigeants mondiaux sur la faiblesse de leurs engagements contre les gaz à effet de serre, voire leur abdication dans le cas de Donald Trump.

Le Sommet mondial pour l'action climatique est le premier du genre et les responsables gouvernementaux n'en sont pas les têtes d'affiche.

Paris, Bonn, Pékin, Le Cap, Mexico, Tokyo, des villes indiennes, de multiples régions de plusieurs continents ainsi que des Etats américains gouvernés par des démocrates seront représentés à divers niveaux pendant les trois jours du sommet, aux côtés de patrons de multinationales désireux d'annoncer de nouveaux engagements "verts": passer à l'électricité propre, développer les voitures électriques, mieux isoler les bâtiments, encourager le recyclage, limiter la déforestation...

Le sommet est accueilli par le gouverneur de Californie Jerry Brown et coprésidé par plusieurs personnalités dont le milliardaire Michael Bloomberg, le négociateur chinois pour le climat Xie Zhenhua ou encore Patricia Espinosa, secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. BFMTV 12 septembre 2018

Totalitarisme. Le Ministère de la Vérité au secours d'un régime aux abois.

- Une future déclaration mondiale contre la désinformation et pour la démocratie - AFP 11 septembre 2018

Face aux "fake news" et la crise de confiance qui mine les démocraties, Reporters sans frontières a chargé une commission indépendante composée de prix Nobel, journalistes et juristes de rédiger une "déclaration internationale sur l'information et la démocratie", 70 ans après la déclaration universelle des droits de l'Homme.

Cette déclaration aura pour objet "d'énoncer des principes, de définir des objectifs et de proposer des modalités de gouvernance". Elle pourra aussi servir de référence à "tous ceux qui sont attachés à préserver un espace public libre et pluraliste, condition de la démocratie", explique RSF dans un communiqué.

Pour la rédiger, RSF a constitué une commission indépendante, présidée par l'iranienne Shirin Ebadi, prix Nobel de la paix, et son secrétaire général Christophe Deloire.

Elle comprend 24 personnalités éminentes de 17 pays : l'essayiste Francis Fukuyama et l'ex-président du Sénégal Abdou Diouf y côtoieront Marina Walker, directrice adjointe du Consortium international des journalistes d'investigation, ou encore Can Dündar, ex -rédacteur en chef du quotidien turc Cumhuriyet, et plusieurs autres prix Nobel (Amartya Sen, Joseph Stiglitz, Mario Vargas Llosa).

"L'objectif ultime de l'initiative est d'obtenir un engagement international d'Etats, d'entreprises privées et de représentants de la société civile. RSF entend qu'un processus politique soit lancé à l'initiative de plusieurs dirigeants de pays démocratiques, sur la base de la déclaration qui sera rédigée, pour aboutir à un "Pacte international pour l'information et la démocratie", affirme l'association.

Alors que la déclaration universelle des droits de l'Homme avait été en gestation pendant deux ans, avant d'être adoptée à Paris par l'assemblée générale des Nations Unies, en 1948, le calendrier de cette initiative est nettement plus serré : la commission, qui se réunira pour la

première fois cette semaine, a deux mois pour aboutir à un texte et des consultations ont déjà été lancées afin de nourrir ses travaux.

RSF souhaite en effet que des dirigeants du monde entier puissent s'engager "dès la mi-novembre" sur l'élaboration d'un tel "pacte mondial", a indiqué à l'AFP M. Deloire.

Des membres de la commission seront reçus ce mardi à l'Elysée pour présenter ce projet au président français Emmanuel Macron.

"Nous lançons un mouvement de reconquête pour la liberté d'opinion", résume M. Deloire, face à "une crise systémique" qui affecte le débat public, entre multiplication des attaques à l'encontre des médias et crise de confiance dans les démocraties, et développement d'une "jungle informationnelle avec des problèmes de désinformation".

Il s'agit également de réfléchir à la "structure du débat public" sur les plateformes numériques, dit-il. "Elles ont posé leurs tables et leurs chaises sur la place du village mondial, et c'est elles qui décident désormais qui peut s'asseoir et où", sans les garanties et les systèmes de régulation qui accompagnaient les médias traditionnels.

Autre mission, contrer les discours violemment anti-médias qui se multiplient notamment aux Etats-Unis ou en Europe centrale.

"Les journalistes américains se sentent attaqués par leur propre gouvernement à un niveau jamais vu, en tout cas de mon vivant", a dit à l'AFP la journaliste américaine Ann Marie Lipinski, ex-rédactrice en chef du Chicago Tribune, dirigeante de la Nieman foundation for journalism à l'université de Harvard, et membre de la commission mise en place par RSF. AFP 11 septembre 2018

Rappelons que RSF est une officine de la NED/CIA... On l'a illustré une multitude de fois dans les causeries.

A propos de quelques think tanks dont j'ai découvert l'existence par hasard.

Le Groupe Spinelli.

Le 15 septembre 2010, Guy Vehofstadt co-fonde le Groupe Spinelli avec Daniel Cohn-Bendit, Isabelle Durant et Sylvie Goulard. Il s'agit d'un groupe interparlementaire informel au Parlement européen qui rassemble les élus désireux de relancer la recherche d'un fédéralisme au sein de l'Union européenne. Il regroupe des personnalités telles que Jacques Delors, Mario Monti, Andrew Duff, Joschka Fischer, Pat Cox, Elmar Brok et Élie Barnavi.

L'Institut Berggruen. .

« L'Institut Berggruen est un groupe de réflexion se voulant indépendant et non-partisan consacré à l'étude comparative et à la conception de systèmes de gouvernance adaptés aux défis complexes spécifiques au XXIe siècle. »

The Council for the Future of Europe.

« The Council for the Future of Europe : un groupe de réflexion interne institué afin de débattre et de préconiser des moyens visant à parvenir à une Europe unifiée. »

Il est présidé par l'ancien Premier ministre italien, Mario Monti. Parmi ses membres figurent notamment d'anciens chefs d'État : Tony Blair (R.-U.), Gerhard Schröder (Allemagne), Felipe

González (Espagne), Romano Prodi (Italie), Matti Vanhanen (Finlande), Guy Verhofstadt (Belgique), Franz Vranitzky (Autriche), et Marek Belka (Pologne) ; on y compte également des économistes : Joseph Stiglitz, Michael Spence, Robert Mundell, Jean Pisani-Ferry, Nouriel Roubini, et Otmar Issing ; y figurent encore des chefs d'entreprise tels que Mohamed El-Erian et Juan Luis Cebrián, ou des universitaires comme Niall Ferguson et Anthony Giddens ; l'ex-président de la Commission européenne Jacques Delors ainsi que l'ex-directeur du Comité international de la Croix-Rouge Jakob Kellenberger, le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce Pascal Lamy, le président de Goldman Sachs et l'ex-directeur de l'Organisation mondiale du commerce Peter Sutherland, l'ex-directeur de la Deutsche Bundesbank Axel Weber, Doris Leuthard, membre du Conseil fédéral suisse et l'homme d'affaires Alain Minc en font également partie.

Cela date un peu. Ce qui est intéressant c'est d'observer que figurent dans le même panier de crabes la droite et la gauche, leurs dirigeants, leurs porte-parole, leurs idéologues ou théoriciens, etc. D'autres les ont remplacés parfois.

Ils sont moins cons que nous, qui sommes incapables de nous rassembler sur une plate-forme politique pour lutter ensemble contre le régime, on n'est même pas foutu de s'entendre sur l'essentiel. Dès que deux militants émettent des idées différentes sur n'importe quel sujet, c'est un prétexte à division, à polémique sans fin, aux insultes... C'est à croire que tout le monde se satisfait de la situation actuelle.

Il faut dire qu'aujourd'hui il est extrêmement difficile de rencontrer deux militants qui partagent les mêmes positions sur les questions déterminantes qui nous concernent, du coup il est impossible de s'entendre. Autrefois il y avait un ou deux dirigeants dont le discours faisait autorité, qui ne fuyaient pas la discussion, qui étaient prêts à examiner tous les éléments qu'on leur soumettait, etc. de nos jours il n'en existe pas.

Seconde partie.

Attaque contre la monnaie indienne.

La roupie, la monnaie indienne, s'est effondrée face au dollar depuis quelques semaines. Je n'étais pas au courant, j'ai lu cela quelque part. Ah oui, c'était dans le portail du Parti des travailleurs (POID) ! Et après ? Après, après quoi, rien la roupie s'est effondrée face au dollar. Non mais, attendez, pourquoi, il doit bien y avoir une explication... Assurément, quelle perspicacité dites donc, mais là on ne vous la donnera pas, on ne vous fournira même pas la piste qui vous permettra de comprendre de quoi il retourne. Mais alors, à quoi sert ce genre d'information ? A rien, à strictement rien.

En fait, cela devait être juste un copier/copier de la présentation d'une info en provenance de l'AFP ou de Reuters, et si vous alliez sur leur portail, en prime vous auriez le droit à l'article complet ce qui vous permettrait peut-être de répondre à votre question. Mais rien n'est moins sûr puisqu'elles censurent une partie des faits. Tout dépend quel clan de l'oligarchie ces faits concernent, si c'est celui de Trump et qu'ils lui portent préjudices, elles n'auront aucune raison de les censurer bien au contraire, en revanche, si ils mettent en lumière le rôle obscur joué par le clan opposé à Trump, elles les censureront, c'est aussi simple que cela.

Modi, le Premier ministre indien a fait savoir qu'il passerait outre les sanctions américaines contre l'Iran, pire il a manifesté l'intention de passer un nouveau contrat d'armement avec la Russie, pire encore, il entretient de bonnes relations avec Poutine et Xi, là, trop c'est trop...

Voilà, vous avez la réponse à votre question, pourquoi la roupie a plongé les derniers jours, car sur le plan intérieur Modi n'est nullement menacé.

Trois lignes d'explication suffisait à transformer une information brute, inutile ou qui n'avait ni queue ni tête en un élément de la situation mettant en scène différents acteurs, ce qui apportait aux lecteurs un éclairage suffisant pour qu'ils se fassent une idée sur leur rôle et la signification politique de la baisse de la roupie.

Mes moyens étant limités, je ne peux pas traiter toutes les infos, chacun peut le comprendre, je traite une info quand j'estime que c'est nécessaire ou qu'elle en vaut vraiment la peine, sinon je me contente d'un titre suffisamment évocateur pour que les lecteurs sachent à quoi s'en tenir. Et puis, quand je suis submergé, je balance des articles complets, ce qui permet à chacun de comprendre de quoi il retourne, pour peu qu'on ait suffisamment d'éléments de la situation en tête ou qu'on sache lire entre les lignes, c'est indispensable pour décrypter les articles des médias et ne pas se faire manipuler.

C'est un truc que j'ai appris à faire tout seul sur le tas. A la base je suis autodidacte, et ce n'est qu'à 45 ans que j'ai obtenu un diplôme universitaire en science du langage, qui permettait d'enseigner le français dans les établissements scolaires publics ou privés.

Il faut de la volonté pour faire ce boulot. Il faut aussi être convaincu que cela servira à quelque chose, à mon avis aucun effort n'est vain quand il s'agit de démonter la propagande de nos ennemis, et ainsi élever le niveau de conscience des travailleurs et des militants, c'est d'autant plus motivant que cela m'aide à progresser. Oui, c'est une obsession chez moi, je l'avoue. Je suis un névrosé endurci pour de longue date -plus de 44 ans, avoir déclaré la guerre à l'ignorance en général, et il y a du boulot en la matière. La tâche s'annonce colossale, longue, inépuisable, parfois ingrate, mais ô combien indispensable et gratifiante quand on obtient des résultats.

Face à la pire des démagogies, il faut faire preuve de pédagogie tout en tenant un discours accessible à chacun, ne pas faire compliqué quand on peut faire simple. Si je vous cause de didactique, vous allez vous demander qu'est-ce que c'est, donc j'évite d'embrayer sur ce sujet par exemple, les lecteurs ne sont pas tous des intellectuels ou des professeurs.

A notre époque, nous sommes submergés de moyens d'informations qui tous tendent à colporter la propagande officielle, y compris la publicité, le cinéma, le théâtre, pour conditionner les masses, et si nos ennemis y consacrent autant de temps, d'efforts et d'argent, c'est parce que c'est payant à l'arrivée. La preuve, ils arrivent même à faire passer des lois scélérates pratiquement sans encombre ou dans l'indifférence générale, et ne parlons pas de leurs guerres qui ne mobilisent qu'une infime minorité de travailleurs.

Ils arrivent à gouverner parce qu'ils ont des agents dans le mouvement ouvrier, mais si ces agents peuvent ainsi sévir, c'est parce que la masse des travailleurs et des militants demeurent profondément ignorante de la situation, et par conséquent ils sont facilement manipulables, chacun peut l'observer ou le comprendre facilement, c'est logique tout simplement.

Nos dirigeants les mieux disposés s'obstinent à le nier, ils ne veulent pas entendre parler de cet argument. Pourquoi ? Que craignent-ils ? Etrange, non ? Comment expliquent-ils qu'on en soit arrivé là ? Ils en sont incapables, hormis recourir à des sophismes ou des syllogismes foireux, soutenir des théories qui ont été contredites mille fois par les faits, ils s'enferment dans un dogmatisme suicidaire qui justement en est la cause, ce n'est pas raisonnable, c'est dramatique.

Fake news. The Guardian ou la gauche britannique réactionnaire prend le relais.

- Suicide des femmes : l'étude qui accable l'Inde - LePoint.fr 13 septembre 2018

Une récente étude de la revue scientifique Lancet révèle que, dans le monde, 40 % des suicides touchent des Indiennes, rapporte the Guardian.

Les chercheurs soulignent qu'en Inde, le suicide touche particulièrement les femmes mariées de moins de 35 ans.

Le phénomène serait également dû aux mariages forcés. Pour cause, près d'une Indienne sur cinq est mariée de force avant l'âge de 15 ans.

Des études indiquent que 62 % des Indiennes ne trouvent pas les violences conjugales anormales. D'autres facteurs, tels que les grossesses précoces et le manque d'indépendance financière, contribuent au taux de suicide chez les femmes. Les auteurs de l'étude soulignent toutefois que le chiffre doit être revu à la hausse, après la dépénalisation du suicide en avril dernier. LePoint.fr 13 septembre 2018

Holà ! Holà ! Quel pays horrible ! Et les hommes, n'en parlons pas, des sauvages !

En réalité vous êtes encore en présence d'une grotesque manipulation. La preuve.

Un portail du gouvernement indien précise qu'en 2010 sur 187 000 suicides de personnes âgées de plus de 15 ans, 115 000 étaient des hommes et 72 000 des femmes, mais les médias occidentaux ne retiennent que le cas des femmes.

- This corresponds to about 187 000 suicide deaths in India in 2010 at these ages (115 000 men and 72 000 women)

Source : Suicide mortality in India: a nationally representative survey - NCBI - NIH - 2012
<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4247159>

Wikipédia précise que le taux de suicide des hommes en Inde est en moyenne le double (twice) de celui des femmes

- On average, males suicide rate is twice that of females. en.wikipedia.org

Mieux encore, alors que ces ordures de médias occidentaux insistent sur les mauvais traitements infligés aux femmes par les hommes qui seraient selon eux la cause principale du suicide de femmes, en réalité, cette cause n'entre en ligne de compte que dans 4% des cas, oui vous avez bien lu, 4%!

- ...a fraction of total suicides, violence against women – such as domestic violence, rape (viol), incest and dowry (dot)– accounted for less than 4% of total suicides. - The Registrar General of India, Government of India (2012) - <http://ncrb.nic.in/CD-ADSI-2012/suicides-11.pdf>

Les conséquences désastreuses du développement économique de l'Inde à marche forcée à partir du début des années 90, le taux de suicide a augmenté de 40% entre 1990 et 2016.

- The study said there was an increase of 40% in the number of suicide deaths between 1990 and 2016 - timesofindia.indiatimes.com

Et 80% des suicides (hommes et femmes confondus) sont le fait de personnes qui ont été scolarisés.

- In 2012, 80% of the suicide victims were literate, higher than the national average literacy rate of 74% - en.wikipedia.org

Incroyable, ils osent tout ces salopards !

Allez, une petite histoire indienne par un *citizen of India* ou citoyen du monde.

Hier soir, Raika et sa petite fille sont restées à manger avec nous. Raika, c'est une de mes voisines, elle a moins de 30 ans et trois enfants encore en bas âge. Hier on célébrait aussi la Vinayagar (Ganesh) puja chez les hindous, c'était férié. Sauf que l'époux de Raika était absent, il était encore parti picoler avec ses copains, pendant que leurs deux jeunes garçons étaient rivés à la télévision.

Elle a eu le droit à un cocktail au sirop d'hibiscus et litchi, 4 caries (Poulet grillé 65, pommes de terre et poulet, navets au citron, sambar ou purée de lentilles) et un riz façon byriani végétarien, le riz mélangé au reste de crudités du midi, le tout cuisiné et réchauffé par le chef, moi évidemment, et elle s'est régalée. Quand elle est parti sur les coups de 21 heures après avoir aidé Selvi à faire la vaisselle, son époux n'était toujours pas rentré.

Dans cette société semi-féodale, les hommes sont traités comme des esclaves, et les femmes comme des sous-hommes, dans ces conditions comment voulez-vous que les hommes ne traitent pas les femmes comme leurs esclaves ? Ce qui est marrant, c'est que j'ai de meilleures relations avec les femmes qu'avec les hommes, non pas parce que je les draguerais, mais parce qu'elles se confient plus que les hommes, entre elles elles se racontent leurs malheurs et moi je les écoute, cela m'intéresse pour mieux comprendre dans quel pays je vis.

En général, c'est Selvi qui me rapporte leurs discussions, ensuite je plaisante avec elles en me moquant de leurs époux, histoire qu'elles sachent que tout le monde n'est pas indifférent à leur malheur ou trouve normal le comportement en général des hommes.

Compte tenu que le développement économique de l'Inde se fait au détriment des travailleurs et où pratiquement la lutte de classe est quasi-inexistante en dehors des fonctionnaires qui sont relativement peu nombreux, puisqu'ici pratiquement tout est privatisé, sauf l'électricité et la poste, l'hôpital et l'école public étant laissés à l'abandon, on peut ajouter les salariés des grandes entreprises quand ils ont pu créer un syndicat, mais ils constituent une infime minorité des travailleurs indiens, les mentalités évoluent beaucoup plus lentement étouffées par la religion et les coutumes, la famille, l'emprise des castes a régressé, du coup si leur mode de vie évolue ou s'améliore sur le plan matériel, en revanche tous les rapports à tous les échelons de la société tendent à se dégrader davantage encore, bref le cauchemar continue...

J'irai cracher sur leur tombe (B. Vian)

- L'autre face de John McCain - Les Crises 12 septembre 2018

Source : Consortium News, Max Blumenthal, 27-08-2018

Si les panégyriques dédiés McCain par divers acteurs politiques semblent déconnectés de la réalité, c'est parce qu'ils reflètent la vision de l'élite sur les interventions militaires américaines qui les considèrent comme une partie d'échecs, les millions de personnes tuées par des agressions non provoquées n'étant que des statistiques, dit Max Blumenthal.

Alors que la guerre froide entraine dans sa phase finale en 1985, la journaliste Helena Cobban a participé à une conférence universitaire dans un centre de villégiature haut de gamme près de Tucson, en Arizona, sur les interactions entre les États-Unis et l'Union soviétique au Moyen-Orient. Lorsqu'elle a assisté au "dîner de gala avec discours d'ouverture", elle a rapidement appris que le thème virtuel de la soirée était "Adoptez un Moudjahidine".

“Je me souviens m’être mêlée à toutes ces riches républicaines de la banlieue de Phoenix et qu’on m’a demandé : “Avez-vous adopté un muj ?”. Cobban me l’a dit. “Chacun d’entre eux s’était engagé à parrainer un membre des moudjahidins afghans au nom de la lutte contre les communistes. Certains assistaient même à l’événement, assis à côté de leur’mouj’ personnel.”

Le conférencier d’honneur de la soirée, selon Cobban, était un dynamique nouveau membre du Congrès, John McCain.

Pendant la guerre du Vietnam, McCain avait été capturé par l’armée nord-vietnamienne après avoir été abattu alors qu’il était en route pour bombarder une usine civile d’ampoules électriques. Il a passé deux ans à l’isolement et a subi des tortures qui l’ont laissé avec des blessures invalidantes. McCain est revenu de la guerre avec une haine profonde et durable de ses anciens ravisseurs, remarquant aussi tard qu’en 2000, “Je déteste les bridés. “Je les haïrai aussi longtemps que je vivrai.” Après avoir été critiqué pour cette remarque raciste, McCain a refusé de s’excuser. “Je faisais référence à mes gardiens de prison, dit-il, et je continuerai à les citer dans un langage qui pourrait offenser certaines personnes à cause des coups et de la torture de mes amis.

Le ressentiment viscéral de McCain a façonné son soutien verbal aux moudjahidines ainsi qu’aux escadrons de la mort de droite en Amérique centrale – et tout groupe de d’intermédiaires voué à la destruction des gouvernements communistes.

McCain était tellement engagé dans la cause anticommuniste qu’au milieu des années 1980, il avait rejoint le conseil consultatif du Conseil des États-Unis pour la liberté dans le monde, affilié américain de la Ligue anticommuniste mondiale (WACL). Geoffrey Stewart-Smith, un ancien dirigeant de la section britannique de la WACL qui s’était retourné contre le groupe en 1974, a décrit l’organisation comme “ une collection de nazis, de fascistes, d’antisémites, de vendeurs de mensonges, de racistes vicieux et d’égoïstes corrompus “. Elle s’est transformée en une internationale antisémite.”

Des notables comme Jaroslav Stetsko, le collaborateur nazi croate qui a aidé à superviser l’extermination de 7 000 Juifs en 1941, Jorge Rafael Videla, ancien dictateur argentin brutal, et Mario Sandoval Alarcon, chef de l’escadron de la mort guatémaltèque, ont rejoint McCain dans l’organisation. Le président de l’époque, Ronald Reagan, a honoré le groupe pour avoir joué “ un rôle de leader en attirant l’attention sur la lutte courageuse que mènent actuellement les véritables combattants pour la liberté de notre temps “.

À l’occasion de sa mort, McCain est honoré de la même manière – en tant que héros patriotique et combattant pour la liberté et pour la démocratie. Un flot de biographies élogieuses est en train de jaillir du corps de presse de Washington qu’il décrivait comme sa véritable base politique. Parmi les groupies les plus enthousiastes de McCain se trouve Jake Tapper de CNN, qu’il a choisi comme sténographe personnel pour un voyage au Vietnam en 2000. L’ancien animateur de CNN Howard Kurtz a demandé à Tapper en février 2000 : “ Quand vous êtes dans le bus [de campagne], faites-vous un effort conscient pour ne pas tomber sous le charme magique de McCain ?”

“Oh, vous ne pouvez pas. Vous devenez comme Patty Hearst lorsque l’ALS l’a prise “, a plaisanté Tapper en réponse.

Mais le regretté sénateur a également reçu des hommages gratuits de tout un éventail de libéraux éminents, de George Soros à son client promoteur du “soft power”, Ken Roth, ainsi que de trois autres directeurs de Human Rights Watch et de la célébrité “socialiste démocratique” Alexandra Ocasio-Cortez, qui a salué McCain comme “un exemple sans précédent de décence humaine”. Le représentant John Lewis, le symbole des droits civils préféré de la classe politique du Beltway, a également pesé pour honorer McCain en tant que “ guerrier de la paix ”

Si les panégyriques dédiés McCain par divers acteurs politiques semblent déconnectés de la réalité, c'est parce qu'ils reflètent la vision de l'élite sur les interventions militaires américaines qui les considèrent comme une partie d'échecs, les millions de personnes tuées par des agressions non provoquées n'étant que des statistiques.

Il y a eu peu de personnalités dans la vie américaine récente qui se sont consacrées aussi personnellement à la perpétuation de la guerre et de l'empire que McCain. Mais à Washington, l'aspect le plus marquant de sa carrière a été soigneusement négligé ou écarté comme une banale singularité d'un noble serviteur méritant néanmoins le respect de tous.

Depuis le Sénat, McCain n'a pas simplement tonner en faveur de chaque intervention majeure de l'ère de l'après-guerre froide, tout en poussant parallèlement à des sanctions et à des campagnes de subterfuges. Il était impitoyable lorsqu'il s'agissait de faire avancer les objectifs impériaux, en passant d'une zone de conflit à une autre pour recruter personnellement des fanatiques d'extrême droite en tant que mandataires américains.

En Libye et en Syrie, il a cultivé des filiales d'Al-Qaïda en tant qu'alliés, et en Ukraine, McCain a courtisé les néo-nazis actuels, des néo-nazis utilisant le salut nazi.

Alors que le bureau du Sénat de McCain fonctionnait comme un club privé pour les lobbyistes de l'industrie de l'armement et les néoconservateurs, ses alliés fascistes ont mené une campagne de catastrophe humaine qui se poursuivra bien après le flétrissement des fleurs sur sa tombe.

Les médias américains ont peut-être cherché à enterrer cet héritage avec le corps du sénateur, mais c'est surtout pour cela que le monde extérieur se souviendra de lui.

Ils ne sont pas Al-Qaïda

Lorsqu'une insurrection violente a déferlé sur la Libye en 2011, McCain s'est parachuté dans le pays pour rencontrer les dirigeants du principal groupe insurgé, le Libyan Islamic Fighting Group (LIFG), combattant le gouvernement de Moamar Kadhafi. Son but était de rendre casher cette bande d'islamistes purs et durs aux yeux de l'administration Obama, qui envisageait une intervention militaire à l'époque.

Ce qui s'est passé ensuite est bien documenté, bien que ce soit à peine discuté par une classe politique de Washington qui dépendait de la charade de Benghazi pour éviter le véritable scandale de la destruction de la société libyenne. Le cortège de Kadhafi a été attaqué par des jets de l'OTAN, permettant à une bande de combattants LIFG de le capturer, de le sodomiser avec une baïonnette, puis de l'assassiner et de laisser son corps pourrir dans une boucherie à Misrata pendant que les fanboys rebelles prenaient clichés sur clichés du corps pourrissant.

Un massacre de citoyens noirs de Libye par les milices sectaires racistes recrutées par McCain a immédiatement suivi l'assassinat du dirigeant panafricain. ISIS a pris le contrôle de Sirte, ville natale de Kadhafi, tandis que la milice de Belhaj a pris le contrôle de Tripoli, et une guerre des seigneurs de guerre a commencé. Comme l'avait prévu M. Kadhafi, le pays en ruines est devenu une base pour les passeurs de migrants en la Méditerranée, alimentant la montée de l'extrême droite à travers l'Europe et permettant le retour de l'esclavage en Afrique.

Beaucoup pourraient décrire la Libye comme un État en déliquescence, mais cela représente aussi une réalisation réussie de la vision que McCain et ses alliés ont fait progresser sur la scène mondiale.

Après l'assassinat orchestré par l'OTAN du dirigeant libyen, McCain a tweeté, "Kadhafi s'en va, Bachar el Assad est le prochain.

Le gâchis syrien de McCain

Comme la Libye, la Syrie a résisté à l'alignement avec l'Occident et s'est retrouvée soudain confrontée à une insurrection salafi-jihadiste armée par la CIA. Une fois de plus, McCain s'est fait un devoir personnel de vendre les insurgés islamistes à l'Amérique comme étant un croisement entre les Minutemen et les Freedom Riders de l'ère des droits civiques. Pour ce faire, il a pris sous son aile un jeune agent syro-américain basé à Washington, Mouaz Moustafa, qui avait été consultant auprès du Conseil transitoire libyen pendant la période précédant l'invasion de l'OTAN.

En mai 2013, Moustafa a convaincu McCain de franchir illégalement la frontière syrienne et de rencontrer des combattants de la liberté. Un millionnaire israélien nommé Moti Kahana, qui a coordonné les efforts entre l'opposition syrienne et l'armée israélienne par l'intermédiaire de son ONG Amaliah, a prétendu avoir " financé le groupe d'opposition qui a amené le sénateur John McCain à visiter la Syrie déchirée par la guerre ".

"Cela pourrait être comme son heure Benghazi", a remarqué Moustafa avec enthousiasme dans une scène d'un documentaire, "Red Lines", qui dépeint ses efforts pour un changement de régime. "[McCain] est allé à Benghazi, il est revenu, nous avons bombardé."

Au cours de sa brève excursion en Syrie, McCain a rencontré un groupe d'insurgés soutenus par la CIA et a béni leur lutte. "Le sénateur voulait assurer à l'armée syrienne libre que le peuple américain soutenait son appel à la liberté, soutenait sa révolution", a déclaré Moustafa dans un entretien avec CNN. Le bureau de McCain a rapidement publié une photo montrant le sénateur posant à côté d'un Moustafa rayonnant et de deux hommes armés à l'air sinistre.

Quelques jours plus tard, les hommes ont été mentionnés par le Lebanese Daily Star sous le nom de Mohammad Nour et Abu Ibrahim. Tous deux avaient été impliqués dans l'enlèvement de 11 pèlerins chiites un an auparavant et ont été identifiés par l'un des survivants. McCain et Moustafa sont retournés aux États-Unis, devenus cibles des moqueries de l'animateur du Daily Show, John Stewart, et ont fait l'objet de reportages très critiques de la part de tous les médias. Dans une mairie de l'Arizona, McCain a été réprimandé par des électeurs, dont Jumana Hadid, une chrétienne syrienne qui a averti que les militants sectaires dont il s'était entouré menaçaient sa communauté d'un génocide.

Mais McCain a quand même continué à aller de l'avant. Sur la colline du Capitole, il a introduit dans son théâtre interventionniste un autre jeune agent douteux. Nommée Elizabeth O'Bagy, elle était membre de l'Institute for the Study of War (Centre d'étude de la guerre), un groupe de réflexion financé par l'industrie de l'armement et dirigé par Kimberly Kagan du clan néoconservateur Kagan. Dans les coulisses, O'Bagy était consultante pour Moustafa au sein de son Groupe de Travail d'Urgence Syrien, un conflit d'intérêts évident que son principal parrain au Sénat connaissait bien. Devant le Sénat, McCain a cité un éditorial du Wall Street Journal de O'Bagy pour appuyer son évaluation des rebelles syriens comme étant principalement " modérés " et potentiellement favorables à l'Occident.

Quelques jours plus tard, O'Bagy a été dénoncée pour avoir falsifié son doctorat en études arabes. Dès que Kagan, humilié, a congédié O'Bagy, la faussaire universitaire a emprunté un autre passage par la porte tournante du Beltway, pénétrant dans les couloirs du Congrès en tant que nouvelle assistante en politique étrangère de McCain.

McCain a finalement échoué à voir les "révolutionnaires" islamistes il s'est contenté de gérer la prise de contrôle de Damas. Le gouvernement syrien a tenu bon grâce à l'aide de ses ennemis mortels à Téhéran et à Moscou (Il doit y avoir une erreur de traduction pour Moscou. - LVOG), mais pas avant qu'une opération d'armement et d'équipement de la CIA d'un milliard de dollars n'ait contribué à engendrer l'une des pires crises de réfugiés de l'histoire de l'après-guerre.

Heureusement pour McCain, il y avait d'autres intrigues qui réclamaient son attention, et de nouvelles bandes de voyous fanatiques qui avaient besoin de sa bénédiction. Des mois après son gâchis syrien, le militariste obstiné s'est tourné vers l'Ukraine, alors en proie à un bouleversement encouragé par les ONG américaines et financées par l'UE.

Le 14 décembre 2013, McCain s'est matérialisé à Kiev pour une rencontre avec Oleh Tyanhbok, un fasciste impénitent qui avait émergé en tant que leader de l'opposition. Tyanhbok avait cofondé le Parti social-national fasciste, une formation politique d'extrême droite qui se vantait d'être le "dernier espoir de la race blanche, de l'humanité en tant que telle". Pas fan des Juifs, il s'était plaint qu'une "mafia moscovite juive" avait pris le contrôle de son pays, et avait été photographié en train de lancer le salut nazi sieg heil lors d'un discours.

Rien de tout cela n'avait apparemment d'importance pour McCain. Pas même la scène de néo-nazis de Pravyi sektor remplissant la place Maidan de Kiev pendant qu'il apparaît sur scène pour les enflammer.

"L'Ukraine rendra l'Europe meilleure et l'Europe rendra l'Ukraine meilleure!" a proclamé McCain à une foule enthousiaste tandis que Tyanhbok se tenait à ses côtés. La seule question qui lui importait à l'époque était le refus du président élu de l'Ukraine de signer un plan d'austérité de l'Union européenne, optant plutôt pour un accord économique avec Moscou.

McCain était tellement déterminé à remplacer un gouvernement indépendant par un vassal de l'OTAN qu'il a même réfléchi à une attaque militaire contre Kiev. "Je ne vois pas d'option militaire et c'est tragique", a déploré M. McCain dans une entrevue au sujet de la crise. Heureusement pour lui, le changement de régime est arrivé peu après son apparition à Maidan, et les alliés de Tyanhbok se sont précipités pour combler le vide.

À la fin de l'année, l'armée ukrainienne s'était enlisée dans une guerre de tranchées sanglante avec des séparatistes pro-russes et anti-coup d'état dans l'est du pays. Une milice affiliée au nouveau gouvernement de Kiev, Dnipro-1, a été accusée par les observateurs d'Amnesty International d'avoir bloqué l'aide humanitaire dans une zone tenue par les séparatistes, y compris de la nourriture et des vêtements pour la population déchirée par la guerre.

Six mois plus tard, McCain est apparu à la base d'entraînement du Dnipro-1 aux côtés des sénateurs Tom Cotton et John Barasso "Les habitants de mon pays sont fiers de votre combat et de votre courage", a déclaré M. McCain à une assemblée de soldats de la milice. Lorsqu'il a terminé ses remarques, les combattants ont clamé un salut de l'époque de la Seconde Guerre mondiale, rendu célèbre par les collaborateurs nazis ukrainiens : "Gloire à l'Ukraine !"

Aujourd'hui, les nationalistes d'extrême droite occupent des postes clés au sein du gouvernement pro-occidental ukrainien. Le président de son parlement est Andriy Parubiy, co-fondateur avec Tyanhbok du Parti social-national et leader du mouvement en l'honneur des collaborateurs nazis de l'époque de la seconde guerre mondiale comme Stepan Bandera. Sur la couverture de son manifeste de 1998, "View From The Right", Parubiy est apparu dans une chemise marron de style nazi avec un pistolet attaché à la ceinture. En juin 2017, McCain et le président républicain de la Chambre, Paul Ryan, ont accueilli Parubiy au Capitole pour ce que McCain a appelé une "bonne réunion". C'était un coup de pouce aux forces fascistes qui balayaient l'Ukraine.

Au cours des derniers mois en Ukraine, une milice néonazie parrainée par l'État, appelée C14, s'est déchaînée et lancée dans un pogrom contre la population rom d'Ukraine, le parlement du pays a installé une exposition en l'honneur des collaborateurs nazis et l'armée ukrainienne a officiellement approuvé le salut officiel pro-nazi "Glory to Ukraine" ("Gloire à l'Ukraine").

L'Ukraine est maintenant l'homme malade de l'Europe, un cas d'aide perpétuelle, enlisé dans une guerre sans fin à l'Est. Comme preuve de l'effondrement du pays depuis sa soi-disant " Révolution de la dignité ", le président Petro Poroshenko, extrêmement impopulaire, a promis à John Bolton, conseiller en matière de sécurité nationale à la Maison-Blanche, que son pays – autrefois une source abondante de charbon à égalité avec la Pennsylvanie – achèterait maintenant du charbon aux États-Unis. Une fois de plus, une opération de changement de régime qui a engendré un État fasciste défaillant représente l'un des plus grands triomphes de McCain.

L'histoire de McCain évoque le souvenir de l'une des déclarations les plus incendiaires de Sarah Palin, une autre fanatique crétine qu'il a imposé sur la scène mondiale. En octobre 2008, lors d'un caractéristique discours de campagne décousu, Palin a accusé Barack Obama de " copiner avec les terroristes ". Le trait a été ignoré comme étant ridicule et à la limite de la calomnie, comme il devait l'être. Mais en regardant la carrière de McCain, l'accusation semble grandement ironique.

Selon toute norme objective, c'est McCain qui s'est mêlé aux terroristes et qui a arraché aux contribuables américains autant de ressources qu'il le pouvait pour maximiser leurs ravages. Espérons que les sociétés brisées par les opérations par procuration de McCain reposent un jour en paix.

Max Blumenthal est un journaliste primé et l'auteur de livres dont le best-seller républicain Gomorrah : Inside the Movement That Shattered the Party, Goliath : Life and Loathing in Greater Israel, The Fifty One Day War : Ruin and Resistance in Gaza, et le prochain The Management of Savagery, qui sera publié par Verso. Il a également produit de nombreux articles imprimés pour un large éventail de publications, de nombreux reportages vidéo et plusieurs documentaires, dont Je Ne Suis Pas Charlie et Killing Gaza, qui vient d'être publié. Blumenthal a fondé GrayzoneProject.com en 2015 et en est le rédacteur en chef.

Source : Consortium News, Max Blumenthal, 27-08-3018 ; Les Crises 12 septembre 2018

Parole d'Internaute

1- "Il faut absolument couper les ailes à ce canard boiteux qu'est la soi-disant révolte syrienne spontanée et pacifique qui aurait été récupérée par les intégristes. En 2011, je côtoyais une libanaise dont une partie de sa famille est syrienne et une syrienne qui n'avaient pas l'air d'avoir beaucoup de sympathie pour le président Bachar al-Assad. Une des deux, je ne me rappelle plus laquelle, a de la famille à Deraa, là où la pseudo révolution pacifique a commencé, l'autre à Alep.

Début 2011, elles m'ont dit que cette révolution n'avait rien de pacifique, car des barbus étrangers rattachés à certaines mosquées tiraient sur les forces de l'ordre qui ont perdu beaucoup d'hommes. Elles avaient très peur pour leur famille que ça ne tourne au bain de sang, sans imaginer pour autant que ces événements provoqueraient la guerre que l'on sait.

Depuis, il ne se passe pas un jour sans que je ne cherche des informations sur la toile pour voir et essayer de comprendre ce qui se passe en Syrie..."

2- "Les leçons que donne l'axe OTAN-Golfe-Israël à Assad et Poutine sont particulièrement ignobles. Ne venons-nous pas de massacrer 40 000 civils à Mossul et 20 000 civils à Raqqa ? Sans compter le gros million de victimes de certains pays OTAN dans tout le Moyen Orient depuis 2001. Comment les semeurs de chaos en Afghanistan, en Irak et en Libye, osent-ils ouvrir leurs micros et piailler en public des leçons à Assad et Poutine ?"

Ils osent tout, il n'existe plus aucune force politique organisés pour contester leur pouvoir, leur régime, leur politique, il est là et nulle part ailleurs le problème et la solution...

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Un plan de 8 milliards d'euros pour "enrayer la pauvreté" - AFP 13.09

Un aveu.

- Pauvreté : comment débloquent l'ascenseur social, en panne depuis quarante ans ? - Franceinfo 13.09

En France, il faut aujourd'hui en moyenne six générations à des personnes issues de familles modestes pour s'élever socialement, selon une étude de l'OCDE. Franceinfo 13.09

Ca craque de partout.

- Plan pauvreté : le directeur de l'Observatoire des inégalités dénonce un "double discours" - Franceinfo 13.09

- Eric Heyer (OFCE) : «Ce n'est pas en réformant le code du travail que l'on va faire baisser le chômage» - liberation.fr 13.09

- Six chiffres qui montrent l'ampleur de la pauvreté en France - franceinfo 13.09

Franceinfo revient en six chiffres sur la situation de précarité qui touche une partie des Français. 8,8 millions

C'est le nombre de Français qui vivaient au-dessous du seuil de pauvreté en 2016, selon la dernière étude de l'Insee, publiée mardi 11 septembre. Le taux de pauvreté s'établit à 14% de la population contre 14,2% en 2015. Une personne seule ou une famille sont considérées comme pauvres si elles disposent de ressources inférieures à 60% du revenu médian. L'Insee le fixe à 1 026 euros par mois en France métropolitaine en 2016.

Un tiers

C'est la part des familles monoparentales en situation de pauvreté, en France en 2016. Ainsi, 34,8% des familles monoparentales sont pauvres - ce qui représente 2 millions de personnes - soit un taux quatre fois plus élevé que pour les couples avec un ou deux enfants. Dans neuf cas sur 10, il s'agit d'une femme seule avec son, ou ses enfants.

2 millions

C'est le nombre de personnes qui exercent un emploi mais disposent d'un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté, selon des chiffres de 2015, rapporte l'Observatoire des inégalités. Comment l'expliquer ? Une partie des travailleurs sont employés en temps partiel ou par intermittence et sont loin d'atteindre le Smic. Ainsi 57 % des salariés au Smic travaillent à temps partiel et 15 % sont en contrat à durée déterminée ou en intérim.

On note également qu'environ 5 % des salariés sont rémunérés à un salaire inférieur au Smic, comme les mineurs, les apprentis, les animateurs de centres de vacances, ou encore les assistantes maternelles. Il ne faut pas oublier également les travailleurs indépendants qui ont des revenus mensuels moyens faibles.

11%

Une étude de l'Institut de recherche et de documentation en économie de la santé (IRDES), datant de 2014, nous apprend que 94,4 % des Français disposent d'une assurance maladie complémentaire (communément appelée "mutuelle"). Mais au sein de ceux qui n'en possède pas, on retrouve 11 % des ménages les plus modestes.

Cette absence de complémentaire santé limite l'accès aux soins, obligeant les plus pauvres à renoncer à certains soins ou à avoir recours à des soins de moindre qualité, notamment en matière d'optique ou dentaire (prothèses), détaille l'Observatoire des inégalités. Ainsi 41,4 % des personnes qui n'ont pas de mutuelle renoncent aux soins dentaires, 23,8 % à l'achat de lunettes.

2,79 millions

C'est le nombre de personnes pauvres âgées de moins de 18 ans. Cela représente près de 20% des jeunes Français. Ils vivent au sein de familles aux faibles revenus, conséquence notamment de la séparation de leurs parents. Les plus touchés sont ceux dont les parents ont des charges de logement élevées, en particulier ceux qui vivent dans les grandes villes.

21%

Ne pas pouvoir faire trois repas par jour ni s'alimenter sainement est une réalité pour près d'un Français sur cinq, selon le dernier baromètre Ipsos-Secours populaire, publié mardi 11 septembre.

Un peu plus d'un cinquième des Français sondés (21%) ont déclaré ne pas être en mesure de s'offrir une alimentation saine leur permettant de faire trois repas par jours et 27% ont admis ne pas avoir les moyens financiers de s'acheter quotidiennement des fruits et légumes.

«On voudrait croire que le poste de l'alimentation est sanctuarisé mais force est de constater qu'on le sacrifie. L'alimentation est la variable d'ajustement face à des dépenses contraintes comme le loyer ou l'énergie», observe Amandine Lama, d'Ipsos. 19 % des parents d'enfants de moins de 18 ans rencontrent des difficultés financières pour payer la cantine. franceinfo 13.09 et Liberation.fr 11.09

1 118

1 118 euros nets mensuels, c'est le revenu en deçà duquel on commence à être pauvre selon les Français interrogés par le Secours populaire. Soit une somme proche du smic (1 173 euros) et un peu supérieure au seuil officiel de pauvreté (1 015 euros pour une personne seule, soit 60 % du revenu médian français). Chez les Français dont le revenu mensuel est inférieur à 1 200 euros, 56 % sont en difficulté pour payer des actes médicaux mal remboursés, 45 % pour payer leur loyer, 57 % pour faire face aux dépenses d'énergie, 67 % pour partir en vacances une fois par an, 40 % pour payer une mutuelle santé. Liberation.fr 11 septembre 2018

48 %

48 % des Français parviennent à mettre un peu d'argent de côté, contre 40 % l'année dernière, selon le baromètre du Secours populaire publié mardi. Cette étude sur la perception de la pauvreté par les Françaises et les Français a été réalisée par Ipsos auprès d'un millier de personnes. 4 % réussissent même à en mettre «beaucoup» (contre 3 % l'année dernière). Bonne nouvelle donc, mais dans le même temps la crainte de basculer dans la précarité a augmenté (+2 points) et plus de huit personnes sur dix jugent toujours que leurs enfants ont davantage de risques qu'eux de connaître une situation de pauvreté. Liberation.fr 11 septembre 2018

En complément.

- Le château de Versailles, lieu diplomatique prisé d'Emmanuel Macron - LeFigaro.fr

Pas de quoi vous payer une bagnole, un deux-roues à moteur, un billet de train, de bus, et bien adoptez le vélo, sinon la marche à pied (sur les mains pour ne pas user vos précieuses godasses !)

- "Plan vélo": le gouvernement dévoile ses mesures pour faciliter ce mode de transports - Le HuffPost

L'état d'esprit du vulgaire boutiquier et du locataire de la majestueuse start'up France était le même !

- L'Elysée va mettre en vente des produits dérivés sur sa boutique en ligne - Le HuffPost 14 septembre 2018

Tout est bon dans la recherche de fonds. À l'instar des États-Unis où la vente des produits dérivés est élevée au rang de religion, l'Elysée va dès ce vendredi 14 septembre faire commerce de produits marqués de son estampille sur un site internet, rapporte Le Figaro.

"Ainsi, la montre au bracelet tricolore, produite par Lip (déjà portée par Emmanuel Macron nldr), y sera par exemple vendue pour 169 euros", détaille le quotidien, qui précise que la présidence a misé sur le made in France pour garnir sa boutique en ligne. Outre des bracelets en or 14 carats à 250 euros pièce, l'Elysée propose également des produits moins onéreux, comme des stylos, des totes-bags ou encore des mugs.

Plus cocasse, des tee-shirts barrés de citations d'Emmanuel Macron seront également mis en vente. Et si vous n'êtes pas fan des "croquignolesque" ou autres "parce que c'est notre projet", vous pourrez toujours vous rabattre sur le tee-shirt flanqué de la photo du président de la République célébrant le 1er but de l'Équipe de France lors de la finale contre la Croatie.

Une partie de ces recettes (12% seulement selon RTL) iront dans les caisses de l'État pour l'entretien du palais présidentiel et des résidences du chef de l'État. Ce lancement de produits siglés "Élysée" coïncide avec les Journées du Patrimoine, avec l'installation d'une boutique éphémère dans la cour du palais ouvert au public et la mise en place d'un site de vente en ligne (boutique.elysee.fr). Le HuffPost 14 septembre 2018

Commentaires d'Internautes

1- "8 milliards sur 4 ans, c'est 62 centimes d'euro par jour pour les 8 800 000 français vivants sous le seuil de pauvreté. Soit moins de 20€ par mois pour des gens qui ont du mal à se nourrir au jour le jour.

Et sur ces 20€, il faut retirer les différentes baisses des aides sociales."

2- "Hausse des prix de l'essence, du gaz, de l'électricité, du contrôle technique, du forfait hospitalier, de la CSG,... Baisse des APL, gel des pensions de retraites, des allocations familiales & j'en passe!

Il faut avoir un sacré culot pour présenter un Plan Pauvreté. Dérisoire."

3 - "La vision que Macron a de la pauvreté est purement néolibérale: être pauvre serait le résultat "d'accidents de la vie, de batailles perdues", une situation individuelle bien triste mais déconnectée du reste. Or, la pauvreté est le produit des inégalités sociales!"

Macronie gaullienne.

- Croix de Lorraine : Macron plus gaulliste que de Gaulle ? - LePoint.fr
- Alexandre Benalla: ces images qui contredisent l'Élysée - huffingtonpost.fr 13.09

L'ex-collaborateur d'Emmanuel Macron a été filmé en train de se comporter comme un policier. Sauf qu'il ne l'a jamais été. huffingtonpost.fr 13.09

- Affaire Benalla: tension après un coup de fil de Macron au Sénat - AFP 14 septembre 2018

Un coup de fil très inhabituel d'Emmanuel Macron à Gérard Larcher (LR) sur le traitement de l'affaire Benalla a provoqué la colère des sénateurs qui enquêtent sur la position qu'occupait l'ex-conseiller à l'Élysée, et pose la question de la séparation des pouvoirs.

"Qui est ce bagagiste, comme l'a dit M. Castaner, cette petite frappe, M. Benalla, pour qu'il puisse bénéficier du soutien de tout l'appareil d'État ?", a tonné jeudi le chef de file des sénateurs LR, Bruno Retailleau.

Objet du courroux sénatorial: selon le site de L'Obs, M. Macron a appelé mardi le président du Sénat pour lui demander de garantir les équilibres institutionnels, estimant en substance que la commission sénatoriale sur l'affaire Benalla s'en éloignait.

Les échanges avaient été rudes le jour-même entre les sénateurs et l'ex-conseiller de l'Élysée, qui est allé jusqu'à juger la commission "illicite", qualifiant ses membres de "petites personnes" et son président Philippe Bas, issu de l'opposition LR, de "petit marquis".

Alexandre Benalla a fini par accepter, "contraint", son audition, fixée au 19 septembre comme celle de Vincent Crase, ex-salarié de La République en marche filmé à ses côtés le 1er mai.

L'entourage de Gérard Larcher a confirmé qu'il avait reçu un appel du président de la République, sans en révéler la teneur.

"Si ce coup de fil a effectivement été donné et si des remontrances ont été faites au président du Sénat, elles sont du point de vue constitutionnel totalement inadéquates. Il y a là une atteinte à la séparation des pouvoirs", souligne Dominique Rousseau, professeur de droit à Paris-1. AFP 14 septembre 2018

Ils osent tout

Quand la propagande tient lieu d'information...

- Une future déclaration mondiale contre la désinformation et pour la démocratie - AFP

Quand ils se partagent des rôles...

- Les gafa n'ont pas tous les droits - Liberation.fr
- Avec les Gafa, Emmanuel Macron joue l'as des taxes - Liberation.fr

Il faut bien que l'injustice rapporte...

- Injures visant la veuve du préfet Erignac: 15.000 euros d'amende pour Charles Pieri - AFP

Idlib aux mains des barbares, c'est le bonheur !

- Syrie : Le Drian juge que l'assaut sur Idlib menacerait la sécurité de l'Europe - LeFigaro.fr

- Syrie : à Idlib, bombardée par le régime, "les gens vivent en attendant la mort" - Franceinfo

Un homme a accepté, sous couvert d'anonymat, de témoigner de l'enfer vécu par les habitants d'Idlib et sa région, bombardés par le régime syrien et son allié russe. Franceinfo

Si c'est seulement une crainte, tout va bien...

- Qatar: Malgré la réforme, les travailleurs étrangers craignent d'être exploités - Reuters

Et pendant ce temps-là personne devant l'ambassade d'Arabie saoudite qui continue de massacrer le peuple yéménite.

- Les soutiens d'Oleg Sentsov lancent une «chaîne illimitée de grévistes de la faim» - Liberation.fr 14.09

A partir de ce vendredi et à l'initiative d'un collectif de cinéastes et intellectuels français, des personnalités se relaieront tous les jours devant l'ambassade de Russie Paris, pour réclamer la libération du réalisateur ukrainien dans un état critique. Liberation.fr 14.09

Au bureau des assassins, demander le PSOE.

- Livraison d'armes : face à Riyad, Madrid remballé son éthique - Liberation.fr 14.09

Pour honorer un contrat passé avec l'Arabie Saoudite, le gouvernement espagnol est revenu sur son engagement de ne pas livrer 400 bombes utilisées pour tuer des civils. Liberation.fr 14.09

Quand une utopie se transforme en imposture.

- "Zéro", nouveau mot d'ordre des villes pionnières du climat - AFP 14.09

Zéro carbone, zéro voiture à essence, zéro déchet: de nombreuses villes représentées au sommet climat de San Francisco visent désormais une suppression totale des gaz à effet de serre en quelques décennies, un objectif encore utopique il y a quelques années. AFP 14.09

Collusion avec l'extrême droite. Il est leur candidat et ils le font savoir

- Brésil: Le candidat Bolsonaro se remet d'une troisième opération - Reuters 14.09

Le candidat d'extrême droite à l'élection présidentielle brésilienne, Jair Bolsonaro, se remettait jeudi d'une nouvelle opération d'urgence consécutive à l'agression dont il a été victime lors d'un meeting de campagne il y a une semaine. Reuters 14.09

Chouette s'écrie Reuters, enfin une bonne nouvelle !

Ils prennent soin de leurs agents provocateurs.

- Un membre des Pussy Riot hospitalisé dans un état grave - L'Express.fr 14.09

Piotr Verzilov avait envahi la pelouse en finale du Mondial en Russie. Sa compagne dit ne pas exclure un empoisonnement. L'Express.fr 14.09

Au Novitchok sans doute, et même pas mort ? Dommage.

Tous les Vénézuéliens crèvent de fin à cause du tyran Maduro...

- "Les Vénézuéliens ont faim, ils nous l'ont tous dit", raconte notre reporter de retour de la frontière entre Venezuela et Colombie - Franceinfo 14.09

Et les quelque 4 millions de Colombiens je crois qui ont fui la Colombie d'Uribe pour se réfugier au Vénézuéla de l'horrible Chavez puis Maduro, ils mangent quoi ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Confrontation Etats-Unis-Russie

La Russie ouverte à une amélioration des relations avec les USA, dit Lavrov - Reuters13 septembre 2018

La Russie est prête à faire sa part du chemin pour sortir les relations avec Washington de l'impasse, a déclaré jeudi Sergueï Lavrov.

Le chef de la diplomatie russe a ajouté que Moscou prenait au sérieux la volonté affichée de Donald Trump de rétablir le dialogue entre les deux pays, tout en estimant que le président américain se heurte à la persistance d'un profond sentiment antirusse aux Etats-Unis.

"Nous sommes prêts à faire notre part du chemin pour sortir les relations bilatérales de l'impasse", déclare Sergueï Lavrov dans une interview accordée à l'agence de presse allemande DPA publiée sur le site de son ministère jeudi.

Les relations continuent à se détériorer à l'initiative de Washington, poursuit le ministre.

"Nous prenons au sérieux les déclarations de Donald Trump sur sa volonté d'établir un dialogue normal entre nos pays", assure-t-il. Mais si le président américain envoie "des impulsions positives", "elles sont totalement compensées par la montée de la russophobie au sein de l'establishment américain, qui considère notre pays comme une menace pour la suprématie politique américaine." Reuters13 septembre 2018

- Donald Trump serait heureux si Vladimir Poutine et Xi Jinping enterraient le dollar sputniknews.com 23.08

Quand on adopte un regard pragmatique sur le déchaînement des passions par lequel se caractérisent les efforts d'un segment de l'élite US d'anéantir la carrière de Trump, on se demande d'où viennent ces émotions, cette volonté de stopper Trump de manière anticipée et malgré le préjudice éventuel pour la structure étatique et la réputation des USA.

L'Amérique n'a-t-elle pas connu d'autres Présidents détestés par une partie de l'élite? Si. Mais, à l'exception de Kennedy, ils n'ont pas fait l'objet de mesures plus extraordinaires que cela.

En omettant toute la propagande superficielle et les aberrations médiatiques visant à duper la partie la plus crédule de l'électorat américain (qui peut vraiment penser que Trump fera venir un ours portant une chapka à la Maison Blanche), il ne reste qu'une seule théorie qui explique parfaitement les efforts entrepris pour son élimination. En fait, les médias qui œuvrent pour la «destruction médiatique» de Donald Trump ne s'en cachent pas vraiment. Le Président américain est accusé de préparer le «meurtre avec préméditation» du dollar américain. Sachant que si, par le passé, Trump était soupçonné de prendre un risque inconsidéré susceptible de nuire à la monnaie américaine, aujourd'hui le curseur a changé: il est accusé de préparer sciemment un crime, et les auteurs les plus audacieux nomment même ses complices: Vladimir Poutine et Xi Jinping.

Un journaliste de Reuters écrit ainsi: «L'isolationnisme américain fait naître des doutes quant au statut du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale». L'«isolationnisme américain», en l'occurrence, est un simple euphémisme pour désigner «la politique du Président américain actuel». L'un des principaux médias de masse de la planète parle des risques pour la monnaie américaine en utilisant les mêmes termes que les représentants russes officiels, qui indiquent que l'usage du statut du dollar en tant qu'arme politique sapera inéluctablement ce statut particulier. Si même le très mesuré gouvernement allemand, via son ministre des Affaires étrangères Heiko Maas, évoque déjà la nécessité de créer une infrastructure financière mondiale (y compris des analogues du système SWIFT et du FMI) contournant le système financier américain (et donc le dollar), force est de constater que le processus a démarré.

L'article de Charles Wallace pour le magazine Forbes va encore plus loin, et porte un message intéressant: «Le ministre russe des Affaires étrangères a déclaré que les pays qui étaient confrontés aux sanctions, c'est-à-dire l'Iran, la Turquie et la Russie, pourraient commencer à utiliser leurs propres monnaies pour le commerce international, en insinuant que les jours du dollar en tant que monnaie de réserve internationale étaient comptés. Probablement personne n'en serait plus heureux que Donald Trump.»

La logique de cette accusation s'appuie sur les propos de Trump lui-même, qui a une vision très peu orthodoxe (mais plutôt juste) du commerce international et des relations interétatiques. Selon son interprétation de la réalité, il existe deux catégories de pays dans le système du commerce international: les losers et les vainqueurs. Les losers sont ceux qui achètent les produits et les services étrangers en plus grande quantité qu'ils n'en produisent, et affichent donc un solde commercial négatif. Et les vainqueurs sont ceux qui fabriquent ces mêmes produits et services activement achetés par les losers.

Selon cette vision de la réalité, les USA, l'Espagne ou la Grèce sont des losers, alors que la Chine, l'Allemagne ou la Russie sont des vainqueurs. Les critiques de Trump indiquent qu'un tel système est bénéfique pour les USA. Et que le paiement des exportateurs en dollars, que les USA peuvent imprimer en quantité illimitée, est ce facteur précis qui permet à l'Amérique, d'un côté, de vivre au-dessus de ses moyens et, de l'autre, de répéter aux autres pays la phrase immortelle de John Connally, ministre des Finances sous Reagan: «Le dollar est notre monnaie et votre problème».

Cependant, Trump et ses partisans pensent qu'une telle vision est une bêtise impardonnable. Car une telle configuration entraîne des conséquences difficiles à pallier et très lourdes: il devient défavorable pour les USA de produire autre chose que le dollar, l'industrie américaine devient plus rusée et les emplois quittent l'Amérique, alors que les pays-vainqueurs intelligents échangent massivement les dollars obtenus contre les technologies et les ressources importantes. Le cauchemar de Trump et de ses partisans est un scénario où il ne resterait plus de l'économie américaine qu'une grande planche à billets, et où le capital humain américain se transformerait en ramassis de pseudo-startupeurs, agents immobiliers, promoteurs et combattants professionnels pour les droits des minorités.

Afin d'empêcher ce scénario apocalyptique, qui a été mentionné à plusieurs reprises par le Président américain et ses conseillers en stratégie économique pendant la campagne

présidentielle, il faut au moins faire en sorte que toutes les importations aux USA soient coûteuses, et que toutes les exportations américaines soient bon marché. D'où les guerres commerciales contre le monde entier, les taxes sur les produits chinois, les conflits avec l'UE, le Canada et le Mexique. D'où les accusations de la Chine, de l'UE et même de la Russie du fait que les concurrents américains fassent des manipulations monétaires contre les USA sur la scène mondiale. Donald Trump a besoin d'un dollar faible, car redresser la balance commerciale américaine sera complètement impossible sans cela.

Les critiques de Trump soit pensent qu'il est impossible d'atteindre cet objectif et de préserver le statut du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale, soit jugent que ce projet est fondamentalement incorrect en soi («nous nous portons bien avec la planche à billets, pourquoi avons-nous besoin de l'industrie?»), soit, comme le journaliste de Forbes, soupçonnent que Trump se réjouirait même de la chute du dollar du piédestal mondial, car cela lui faciliterait la tâche.

A en juger par les positions publiquement exprimées par le président américain et son équipe, ils pensent qu'ils peuvent et doivent réussir à tout faire: relancer l'industrie, vaincre tout le monde dans la guerre commerciale, et surtout parvenir à le faire avant que les efforts de la Russie, de la Chine et de l'UE pour la création d'un système financier alternatif ne portent leurs fruits. Il est évident que Donald Trump perçoit la hausse du cours du dollar par rapport aux autres monnaies comme un obstacle regrettable: il a même critiqué la direction de la Fed pour ne pas l'aider et ne pas augmenter son taux directeur, ce qui pousse le cours du dollar vers le haut.

Le Président américain aura-t-il suffisamment de capacités politiques pour parvenir à l'affaiblissement du dollar tant désiré? C'est une bonne question. Mais il est certainement loin d'être le seul à le vouloir.

De son côté se trouve non seulement le capital industriel américain, mais également les spéculateurs financiers qui espèrent manifestement faire fortune grâce à sa tentative de réindustrialiser l'Amérique et à l'augmentation des exportations américaines. Par exemple, le représentant du conglomérat financier BlackRock, qui gère 6.288 milliards de dollars d'actifs, a déclaré aux journalistes de CNN qu'un «dollar faible serait une bonne chose pour les marchés financiers américains».

Si la présidence Trump n'était pas interrompue par une destitution, un putsch, une crise constitutionnelle ou la balle d'un «tireur solitaire de Dallas», il aurait une chance d'y parvenir avec ses alliés. Plus exactement, on doute qu'il puisse «rendre sa grandeur à l'Amérique», comme il l'avait promis aux électeurs, mais il devrait au moins parvenir à «rendre le dollar faible». sputniknews.com 23.08

- Les médias occidentaux décernent la palme au président russe sputniknews.com 13.09

En analysant la réaction des médias étrangers, et notamment britanniques, aux exercices militaires russo-chinois et au Forum économique oriental de Vladivostok, force est de constater que les grandes lignes de leur propagande se contredisent.

D'un côté, ils cherchent par tous les moyens à persuader le lecteur que la Russie est un acteur faible sur la scène mondiale, que Poutine est un autocrate désespéré et qu'il ne faut pas prendre au sérieux ce pays «station-service» qui est sur le point d'être achevé par les sanctions économiques américaines.

De l'autre, dans ces mêmes médias, nous assistons à un véritable «culte du terrible Poutine et de la terrible menace russe». Par exemple, les exercices de grande envergure des armées de la Russie et de la Chine, qui se sont déroulés parallèlement au Forum économique oriental, ont été qualifiés par le journal britannique The Telegraph de «moment de triomphe» du président russe.

Autrement dit, les journalistes britanniques ont formulé pour cet événement des éloges que même les médias russes ou chinois publics ne s'étaient pas permis.

De plus, les journalistes britanniques ont perçu dans les vols d'avions-espions américains à proximité de la zone des exercices le signe que l'Occident collectif s'inquiétait des risques représentés, pour l'Occident collectif, par la coopération russo-chinoise active. La phrase concernant le triomphe de Vladimir Poutine s'éclaire à la lumière du contexte médiatique dans lequel évoluent les journalistes britanniques: le fait est que dans leur réalité personnelle, la Russie reste un pays «à l'armée rouillée et inefficace, qui n'est plus capable de rien depuis longtemps», et ni les tirs de missiles Kalibr ni les opérations réussies de l'aviation et des forces spéciales russes en Syrie n'ont permis de briser ce stéréotype médiatique. Il est donc logique que dans ces conditions, les auteurs du Telegraph éprouvent un sérieux choc quand l'armée russe organise des manœuvres d'envergure, qui plus est avec son homologue chinoise.

Étant donné que, malheureusement, nous vivons à une époque où les mêmes, les images marquantes et les sound bites (ou «bouchées sonores») sont plus importants et influentes que les réflexions complexes, on peut considérer que le Forum économique oriental de 2018 et les manœuvres militaires qui se sont déroulées en parallèle ont bénéficié d'une couverture médiatique appropriée, sachant que l'effet médiatique a été assuré en grande partie de par les médias occidentaux de leur plein gré. Les photos et les images de Vladimir Poutine et de Xi Jinping mangeant ensemble des blinis et du caviar rouge ont été relayées par les plus grandes chaînes mondiales, les agences de presse et les journaux.

Cette image visuelle de l'amitié russo-chinoise paraît particulièrement marquante sur fond de décision du président américain Donald Trump de n'assister à aucun des sommets asiatiques prévus, ce qui laisse aux experts occidentaux le sentiment désagréable que l'Asie dans l'ensemble sort de la sphère d'influence et d'intérêts des USA et que dans cette région-clé de la planète régnera désormais l'alliance russo-chinoise. Du point de vue d'un expert américain ou britannique typique, c'est clairement une perturbation du cours normal des choses.

Plus encore, la venue du premier ministre japonais Shinzo Abe au forum de Vladivostok ne fait que renforcer les soupçons que la politique américaine de «guerre commerciale contre tous», couplée à l'usage incontrôlable du «bâton des sanctions», entraîne des résultats déplorables: les pays impactés par les agissements de Washington commencent à régler les problèmes dans le dos des USA.

Les projets gaziers russes comme Sila Sibiri («Force de Sibérie») et le gazoduc entre la Russie et la Corée du Sud passant par la Corée du Nord évoqué pendant le forum, sont un thème particulièrement sensible pour ceux qui, en Occident, s'opposent à Moscou. D'ailleurs, Sila Sibiri est mentionné par les journalistes russes dans le même contexte que les exercices militaires. En d'autres termes, ils y voient un instrument d'influence géopolitique de la Russie — et ce n'est pas dépourvu de logique. Le fait est que la Chine (tout comme la Corée du Sud et le Japon) est un pays qui dépend des importations d'hydrocarbures, ce qui la rend très vulnérable (et dans certains cas même dépendante) des pays exportateurs d'hydrocarbures (c'est-à-dire de pétrole et de GNL), ainsi que des pays qui peuvent bloquer toutes les voies maritimes de fourniture de pétrole et de GNL — c'est-à-dire des USA, qui appliquent le principe de l'Empire britannique selon lequel «celui qui contrôle le commerce maritime contrôle le monde».

En l'occurrence, la Russie est à la fois l'ennemi juré des USA (parce qu'il est impossible de l'isoler depuis la mer, notamment après l'échec de l'idée américaine de «voler la Crimée» en 2014) et un sérieux facteur de risque pour les USA dans leurs relations avec d'autres pays. Le gazoduc Sila Sibiri ne peut être bloqué par aucun groupe aéronaval américain, c'est pourquoi ce projet a une telle importance géopolitique — et c'est aussi pour cette raison que les activistes proaméricains en Russie ont même mené une campagne active contre celui-ci. Si de tels projets étaient menés avec la Corée du Sud et/ou le Japon (comme cela a été évoqué pendant le Forum économique

oriental), trois changements géopolitiques et géoéconomiques majeurs, loin de réjouir Washington, s'opéneraient dans le monde.

Premièrement, le «marché premium du GNL en Asie» disparaîtrait ou se réduirait considérablement parce que la Russie comblerait la majeure partie des besoins des importateurs asiatiques grâce au gaz de pipeline bon marché. A l'heure actuelle, le GNL coûte en Asie, en fonction de la conjoncture de marché, 20 à 50% de plus qu'en UE, et c'est ce marché qui intéresse les compagnies gazières américaines dont les intérêts sont activement promus par Donald Trump. Ces compagnies n'arrivent pas à se faire à l'idée que les revenus qu'elles considèrent déjà comme leurs (on parle ici de milliards de dollars) partiront dans les caisses de Gazprom.

Deuxièmement, si la Russie garantissait aux économies asiatiques un accès aux hydrocarbures bon marché, elles recevraient un grand avantage dans les guerres économiques contre les USA qui cherchent actuellement à tirer le maximum de leurs propres ressources énergétiques.

Troisièmement, Washington pense à juste titre que l'«habitude» de l'UE d'importer du gaz russe explique une certaine influence de Moscou sur les pays européens, sans laquelle un rideau de fer total serait dressé depuis longtemps à la frontière Russie-UE. C'est un cauchemar pour tout diplomate américain que d'imaginer la Russie exercer la même influence en Asie du Sud-Est.

Les opposants occidentaux ne savent pas encore comment faire face à ces risques, mais on peut dès à présent prédire leur décision principale: les sanctions. D'ailleurs, le New York Times a déjà annoncé que les USA préparaient des sanctions contre la Chine pour «violation des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme ouïghour». Il faut donc s'attendre à l'élargissement du club des pays frappés par les sanctions américaines.

Toutefois, plus Washington prendra de décisions irréfléchies, plus nombreux seront les alliés potentiels qui tendront la main à Moscou. sputniknews.com 13.09

En complément.

- Ukraine: L'UE proroge ses sanctions individuelles contre des Russes - Reuters 13.09
- Ukraine: Washington et l'UE condamnent des élections factices dans l'Est pro-russe - AFP 13.09

Les États-Unis et l'Union européenne ont condamné mercredi les projets d'élections dans les territoires de l'Est de l'Ukraine contrôlés par des pro-Russes, à Donetsk et Lougansk, y voyant une initiative de Moscou. AFP 13.09

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Costa Rica

- Costa Rica: grève et blocages routiers contre un projet de réforme fiscale - AFP 14 septembre 2018

Plusieurs axes routiers étaient bloqués jeudi au Costa Rica, perturbant la circulation dans plusieurs communes et compliquant l'accès au principal aéroport du pays, au quatrième jour d'une grève illimitée contre un projet de réforme fiscale contesté.

Un millier d'étudiants et d'enseignants des quatre universités publiques ont aussi manifesté jeudi, marchant en direction du Palais présidentiel pour défendre leur autonomie. La nuit précédente, la

police avait pénétré sur le campus de l'Université du Costa Rica afin de poursuivre des étudiants qui avaient bloqué la veille une route voisine.

Des syndicats du secteur public avaient appelé à la grève lundi pour protester contre un projet de réforme fiscale actuellement en discussion à l'Assemblée législative (Parlement). Le texte prévoit notamment des augmentations d'impôts.

La réforme cherche à contenir le déficit public, qui en 2017, a atteint 6,2% du PIB et pourrait atteindre 7,2% en 2018 sans nouvelles recettes. AFP 14 septembre 2018